



N° 13 – 23 octobre 2018

A la Une

Afpa : plus de 900 postes supprimés et des sites menacés de fermeture

La direction de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (Afpa) qui prévoit une perte d'exploitation « *de plus de 70 millions d'euros pour 2018* » a présenté le 18 octobre, un projet de transformation de sa structure à son comité central d'entreprise et à son conseil d'administration. Destiné à redresser l'Agence, ce nouveau plan 2019-2020 prévoit la fermeture de 13 centres et 25 sites détachés entraînant la suppression de 1 541 postes (dont 600 départs à la retraite) sur 6 453 CDI. 603 créations de postes sur d'autres compétences sont prévues ainsi que le redéploiement de plus de 400 postes. Selon la direction ce plan répond à une volonté de «modernisation des interventions sur le marché de la formation».

Outre des syndicats « sous le choc » ([Dépêche AFP](#), 18 octobre 2018), cette annonce a entraîné de vives réactions dans les régions concernées notamment en Région Centre-Val de Loire qui commande à l'Afpa «*2.000 places par an pour 14 millions d'euros*».

Formation - Apprentissage

Le calendrier de mise en œuvre de la réforme de l'apprentissage précisé.

Suite à la promulgation de la loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018, le ministère du Travail a mis en ligne un [document](#) présentant les principales étapes du nouveau financement des CFA et des contrats d'apprentissage pour la période 2018-2020 ([Quotidien de la formation](#), 17 octobre).

Hausse des recrutements en apprentissage jusqu'à 30 ans

L'apprentissage affiche une hausse de 2,1 % de ses effectifs en 2017, annonce la Dares dans une [étude](#) parue le 12 octobre. Selon les analystes, plus de la moitié de cette hausse résulte de l'expérimentation introduite en 2017 par la loi du 8 août 2016 ouvrant l'apprentissage sans condition aux 26-30 ans dans neuf régions).

Le Cnefop dresse un bilan de 4 ans de mise en œuvre du CEP

Dans son dernier [rapport](#) mis en ligne cette semaine, le Cnefop dresse un bilan des quatre ans de mise en œuvre du CEP. Ce bilan permettant de « *nourrir des perspectives pour la déclinaison opérationnelle des dispositions de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, promulguée le 5 septembre 2018* ».

Le Conseil National d'Évaluations de la Formation Professionnelle (CNEFP) publie son rapport d'activité 2017

Ce [rapport d'activité](#) dresse un bilan de l'année passée au cours de laquelle l'instance s'est emparée de deux sujets au cœur de l'actualité des politiques paritaires : l'accompagnement des salariés et l'incitation au développement de la négociation de branche. Parallèlement, la poursuite, avec le Céreq, du dispositif d'enquêtes sur les formations et les itinéraires des salariés (DEFIS), outil d'analyse unique en son genre, a permis de dégager une première typologie des trajectoires professionnelles et de mieux cerner les liens entre formation et parcours professionnels.

Nominations

France compétences : Stéphane Lardy nommé à la tête de la mission de préfiguration

Le ministère du Travail a annoncé mercredi 17 octobre la nomination de Stéphane Lardy à la tête de la

mission de préfiguration de France Compétences. Il sera amené à préparer l'installation de cette institution appelée à reprendre tout ou partie des missions du FPSPP, du Cnefop, de la CNCP et du Copanef. À compter du 1^{er} janvier 2019, Il deviendra directeur général de l'institution nationale publique, date à laquelle celle-ci sera opérationnelle ([Ministère du Travail](#), 17 octobre 2018).

Alain Druelles quitte la DGEFP pour rejoindre le cabinet de Muriel Pénicaud

Successeur de Stéphane Lardy au cabinet de la ministre du Travail, Alain Druelles occupera la fonction de conseiller à la formation professionnelle et à l'apprentissage ([Le Quotidien de la Formation](#), 18 octobre 2018)

La députée Christelle Dubos nommée secrétaire d'Etat auprès d'Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé

La députée LREM de Gironde Christelle Dubos, nommée mardi secrétaire d'État auprès d'Agnès Buzyn, est une professionnelle de l'insertion sociale, désormais missionnée contre la pauvreté ([Les Echos](#), 18 octobre 2018).

Région

L'association des maires de France (AMF) opposée à la fusion de Missions Locales avec Pôle emploi

Dans un [communiqué](#) paru le 16 octobre, l'AMF et l'Union nationale des missions Locales (UNML) « s'opposent fermement aux expérimentations visant à fusionner les structures de la mission locale au sein de Pôle emploi ». En juillet dernier, Edouard Philippe avait proposé aux collectivités locales volontaires de mener des expérimentations visant à fusionner les structures de la mission locale au sein de Pôle emploi, une note de la DGEFP et de Pôle emploi en précisait les détails au début du mois d'octobre ([AMF](#), 16 octobre 2018).

Pays de la Loire, la Région ne retirera pas son soutien à l'apprentissage

Christelle Morançais, présidente du conseil régional des Pays de la Loire, a annoncé lors d'une plénière des acteurs ligériens de l'apprentissage, que la Région maintiendrait son effort financier propre à l'apprentissage et accompagnerait les CFA durant la phase de transition de la réforme de l'apprentissage ([Quotidien de la formation](#), 16 octobre 2018)

A lire

[La politique du titre à l'épreuve du terrain](#), Céreq, octobre 2018

[La Garantie jeunes : éléments d'évaluation et de comparaison internationale](#), Travail et emploi, n° 153, 2018



Rédaction Département Documentation : Emmanuelle Herpin, Stéphane Héroult, Laurence Le Bars, Catherine Quentric, Brice Ravet

ressources@centre-inffo.fr

©Centre Inffo 2018

Depuis plus de 40 ans, Centre Inffo décrypte l'actualité de la formation à l'échelle nationale, régionale et européenne. Association sous tutelle du ministère en charge de la formation professionnelle, Centre Inffo est doté d'une mission de service public dans le champ de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles. Interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des partenaires sociaux, il les soutient et les accompagne dans la réalisation de leurs missions.

Centre Inffo met à la disposition des professionnels une offre de formation complète, une expertise juridique et documentaire, réalise des missions d'ingénierie, de conseil et d'accompagnement et assure un rôle d'animation du débat public. Son agence de presse permet un accès en temps réel à toute l'actualité de la profession.